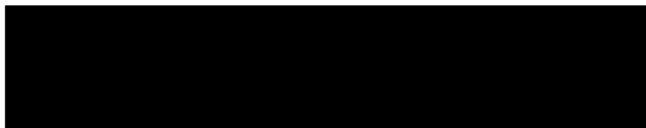


PAR COURRIEL

Québec, le 11 juin 2025



Numéro de dossier : 2506004-109

Monsieur,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue en date du 3 juin 2025 visant à obtenir copie des documents suivants :

1. Archéotec - Municipalité de Saint-Mathieu, MRC de Roussillon. Surveillance archéologique des travaux d'enfouissement de conduits d'aqueduc et d'égout. 2007;
2. Marc Lavoie – Intervention archéologique à l'Île Montesson, Bécancour. 1998;
3. Philippe Picard – Vestiges du XVIII^e siècle mis à jour à Berthier-sur-Mer CfEq-3. 1983; et
4. Geneviève Treyvaud – Interventions archéologiques sur les sites CaFe-7 (Odanak) et CcFc-3 (Bécancour). 2019

Nous avons procédé à l'examen de votre demande. Vous trouverez jointes à la présente lettre des copies des documents visés que nous détenons et qui peuvent vous être communiqués.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après *Loi sur l'accès*, certaines parties de documents ne vous sont pas communiquées parce qu'elles contiennent des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la *Loi sur l'accès*. Nous nous appuyons pour ce faire sur les articles suivants :

...2

- L'article 53 qui précise que les renseignements personnels sont confidentiels.
- L'article 54 qui précise que dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent directement ou indirectement de l'identifier.
- L'article 59 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos meilleures salutations.

L'équipe de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,

p. j.